

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL HUBER

## Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 85 (1944), p. 219-240

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1944\\_\\_85\\_\\_219\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__219_0)

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## IV

# PRINCIPALES LACUNES ET INSUFFISANCES DES STATISTIQUES FRANÇAISES

---

La liste ci-après a été établie, à la demande du Conseil de la Société de Statistique, pour être communiquée au Comité supérieur de la Statistique qui vient d'être reconstitué auprès du Service national des Statistiques.

Les membres de la Société ont été priés de faire connaître les observations que leur suggérerait la lecture d'une note préliminaire et leurs desiderata dans les domaines que chacun d'eux a eu l'occasion d'étudier.

Il a été tenu compte dans le texte actuel des suggestions formulées par M<sup>lle</sup> Apchié (Corporation nationale paysanne), MM. Barbot (S. N. C. F.), Benaerts (Comité général d'organisation du Commerce), Carlier (Office national de la Navigation), D<sup>r</sup> Alexis Carrel, Lucien Coquet (C. E. D. E. C.), Decugis, Dugas (S. N. C. F.), Flauss (Comité d'organisation du Bâtiment et des Travaux publics), Fréchet, Landry, D<sup>r</sup> Malthête (Union des Caisses d'Assurances sociales), Ed. Michel, baron Mourre, Penglaou, Risser.

Cette liste est fondée, en principe, sur la situation existant au 1<sup>er</sup> septembre 1939. A cette date, de nombreuses statistiques ont été supprimées ou réduites. Depuis, quelques-unes ont été reprises sous une forme abrégée, c'est ainsi que le Bulletin de la Statistique générale de la France paraît de nouveau depuis juin 1941. On pourrait même signaler quelques innovations, comme la publication de l'Annuaire statistique abrégé en décembre 1943.

D'autre part, les nécessités du ravitaillement et de la nouvelle organisation économique ont obligé les administrations à étendre sous des formes nouvelles ou à créer de toutes pièces les statistiques indispensables à la direction de l'économie. Mais ces statistiques ne sont pas publiées; on n'a donc pu faire état que de celles dont l'existence est connue. Il est évidemment désirable que les améliorations ainsi réalisées soient maintenues et même développées après la guerre, sauf, bien entendu, pour les statistiques qui deviendront inutiles en régime normal, par exemple celles qui concernent le rationnement.

Un paragraphe spécial est consacré aux statistiques relatives à la guerre elle-même, à ses conséquences démographiques et économiques.

On a tiré profit des lacunes de la documentation de statistique économique signalées par M. Sauvy dans son livre sur la « Conjoncture et la prévision économiques » (Éditions du Centre polytechnicien d'études économiques, 1938).

La liste ainsi établie est certainement incomplète; elle a été volontairement limitée aux lacunes les plus importantes, en laissant de côté de nombreuses améliorations désirables, mais d'intérêt secondaire. On espère cependant qu'elle pourra être de quelque utilité, comme base de départ pour le Comité supérieur de Statistique, dans l'œuvre considérable qu'il doit entreprendre pour la rénovation des statistiques françaises.

### A — STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

#### a) ÉTAT DE LA POPULATION

1<sup>o</sup> *Recensement quinquennal.* — Le dernier est celui de 1936; ses résultats ne sont pas encore totalement publiés; celui de 1941 n'a pu avoir lieu; il est désirable que la tradition des dénombremens quinquennaux soit reprise, dès que possible, s'il se peut en 1946.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'institution d'un registre de population, tenu sur fiches et exploité par les procédés mécanographiques, puisse dispenser de faire des recen-

sements quinquennaux. L'expérience des pays où existent des registres de population le montre suffisamment.

Un registre d'entrées et de sorties, si bien tenu qu'il soit, ne dispense pas de faire des inventaires périodiques pour reprendre contact avec les faits; sinon on s'expose à de graves mécomptes.

On pourrait cependant admettre que les recensements deviennent décennaux.

Il est donc désirable de voir reparaître, tous les cinq ou dix ans, la documentation abondante sur l'état de la population à une date fixée, que l'on trouvait dans les nombreux volumes du recensement général de la population, des établissements et de la population active : 5 ou 6 volumes à chacun des recensements de 1901, 1906, 1911, 1921; 7 ou 8 volumes en 1926 et 1931; la publication de 1936, retardée par les événements, comprendra 6 volumes.

Mais le recensement ne donne l'état détaillé de la population que tous les cinq ans. Il serait désirable que le S. N. S. pût, à l'avenir, publier au début de chaque année, l'état de la population suivant le sexe, l'année de naissance et l'état matrimonial. Cet état annuel permettrait d'améliorer beaucoup les études sur la natalité, la fécondité et la mortalité.

2° *Enquêtes annexes.* — Outre ces volumes de base, consacrés à l'état civil de la population totale et de la population active, aux établissements et à leur personnel, des volumes spéciaux étaient publiés à l'occasion du dénombrement quinquennal sur des sujets dont l'étude devrait être continuée, et, si possible, étendue. Citons : *Français et institutions françaises à l'étranger* (1930); *Infirmes* (1926); *Forces motrices* (1926, 1931) (Voir ci-après).

3° *Ménages, logements, habitations.* — Les statistiques sur ces sujets, établies à l'occasion des renseignements quinquennaux apparaissent actuellement comme nettement insuffisantes.

La destruction d'un grand nombre d'habitations, les difficultés d'une reconstruction rapide exigent l'exécution, dès que possible après la fin de la guerre, d'une grande enquête sur l'habitation urbaine et rurale. On trouvera des bases solides dans les études entreprises déjà avant la guerre par l'Institut international de statistique et la Société des Nations, études qui ont porté sur les méthodes à utiliser pour le recensement des maisons et des logements, la statistique des locaux vacants, la statistique des constructions nouvelles et celle du coût de la construction, etc...

On reviendra sur la statistique des loyers à propos du coût de la vie.

4° *Familles.* — Parmi les enquêtes annexes du recensement, l'une des plus importantes concerne la composition des familles suivant le nombre des enfants, en rapport avec les autres caractéristiques telles que : âge et profession des parents, par exemple.

Depuis longtemps, malgré l'insuffisance de ses moyens, la S. G. F. s'était attachée à cette question : enquêtes de 1906, 1911, 1926, 1931, 1936, cette dernière non encore publiée.

Les dépouillements ont porté tantôt sur la fertilité totale des familles (total des enfants nés, vivants et décédés), tantôt sur la fertilité effective (enfants survivants).

Dans les plus anciennes de ces enquêtes, les familles étaient classées d'après le nombre total des enfants quel que soit leur âge. Dans celle de 1926, le classement a été fait d'après le nombre des enfants au-dessous d'un certain âge : 10, 14, 16, 18 ou 21 ans. Il est inutile de souligner l'intérêt de cette distinction pour toutes les études relatives aux mesures d'assistance pour les familles nombreuses.

Dès que possible, au premier recensement d'après-guerre, devra être annexée une enquête sur les familles.

M. le D<sup>r</sup> Alexis Carrel souhaite que ce recensement, comme celui de 1911, fasse connaître la statistique des familles suivant la profession du chef de famille, son âge et la durée du mariage.

5° *Statistiques professionnelles.* — Dans les recensements, les personnes actives sont classées suivant l'industrie à laquelle appartient l'établissement où elles travaillent. M. le D<sup>r</sup> Alexis Carrel attire l'attention sur le grand intérêt d'une statistique des personnes classées suivant leur profession individuelle. Il voudrait qu'il fût établi une nomenclature réglementaire des professions, qui serait employée pour toutes les statistiques du recensement et de l'état civil.

Rappelons, à ce sujet, qu'une commission interministérielle travaille actuellement au Service national des Statistiques à l'établissement de trois nomenclatures pour les industries et activités collectives, les métiers et activités individuelles et les produits.

## b) MOUVEMENTS DE LA POPULATION

1° *Mouvements de l'état civil.* — La Statistique annuelle du mouvement de la population, publiée par la S. G. F., répondait aux besoins essentiels. Les statistiques complémentaires, dont l'intérêt pourrait se faire sentir, pourraient aisément être obtenues en modifiant convenablement le dépouillement mécanographique des bulletins d'état civil, qui contiennent tous les renseignements nécessaires. Seule l'exactitude de la cause du décès laisse à désirer. (Voir Causes de décès.)

La publication de données trimestrielles sommaires paraît suffisante, vu les difficultés d'un rassemblement mensuel des bulletins de toutes les communes. On pourrait envisager des statistiques mensuelles pour les grandes villes.

Toutefois, il serait désirable que la publication des statistiques trimestrielle et annuelle fût plus rapide.

Enfin, il faudrait, quand le retard dû à la guerre sera rattrapé, que les statistiques annuelles, dont les préfaces ont été un peu trop réduites pendant les récentes années, retrouvent leur étendue normale comme dans le volume de 1933, avec rappel des résultats relatifs aux divers pays; cela a d'ailleurs été fait dans le volume de 1938, publié en 1942.

En dehors des volumes annuels, la S. G. F. a d'ailleurs commencé en 1941 la publication d'une série d'études démographiques, qui compte déjà quatre volumes : I. *Reproduction nette en Europe, depuis l'origine des statistiques*; II. *Évolution de la mortalité en Europe depuis l'origine des statistiques avec tables de mortalité de générations*; III. *Naturalisations en France, 1870-1940*; IV. *Mouvements migratoires entre la France et l'étranger*.

Cet effort méritoire devrait être continué et amplifié avec les études publiées dans le Bulletin de la S. G. F., notamment sur les tables nouvelles relatives à la population française (1938). Ces travaux sont la preuve manifeste que les études de statistiques démographiques de la Statistique générale de la France ont atteint une valeur certaine et peuvent soutenir la comparaison avec celles des autres pays.

M<sup>lle</sup> Apchié (Corporation nationale paysanne) exprime le vœu que, dans les statistiques démographiques, les populations rurales soient distinguées des populations urbaines.

2° *Natalité, fécondité, reproduction brute et nette*. — Les travaux sur ces sujets offrent un intérêt de premier ordre pour un pays de natalité anormalement basse, comme la France. Les travaux déjà publiés (Statistiques annuelles, notamment volume 1938; Étude démographique n° 1, etc...) montrent que ces études n'ont pas été négligées par la S. G. F. et sont un garant des travaux futurs.

Signalons, en particulier, l'intérêt d'une statistique des enfants nés d'après la durée du mariage et le rang de la naissance; d'une statistique des naissances d'après la nationalité des parents; de la natalité dans les villes et les campagnes, etc...

On souhaiterait aussi de nouvelles tables de fécondité sur la base du recensement de 1936 et des suivants.

En ce qui concerne la natalité, M. Landry signale, en particulier, que les caisses d'allocations familiales pourraient fournir des données sur la *natalité différentielle* selon les régions, l'habitat, la profession et l'importance des établissements dans lesquels travaillent les chefs de famille.

M. le D<sup>r</sup> Alexis Carrel exprime plusieurs souhaits :

— que dans le classement des premiers nés légitimes, au lieu de distinguer seulement les nés pendant les huit premiers mois d'après le neuvième mois du mariage, on fasse la distinction, mois par mois, du septième au douzième mois;

— que l'on donne séparément pour les naissances légitimes de chaque rang de naissance, la répartition suivant l'âge de la mère combiné avec la durée du mariage;

— que les bulletins de naissance portent au lieu de la mention : âge du père et de la mère, la mention : date de naissance du père et de la mère, ce qui permettrait par le double classement suivant l'âge et la date de naissance un calcul plus précis de la productivité des mariages suivant le schéma de Lexis.

3° *Nuptialité, divorces*. — Les statistiques actuelles sont suffisantes. On pourrait essayer de tenir compte du facteur professionnel, malgré les difficultés de l'entreprise. Le même essai pourrait être fait pour la natalité et surtout pour la mortalité (Voir plus loin).

On souhaiterait la reprise de la statistique des mariages suivant la nationalité des nouveaux époux, qui a dû être abandonnée depuis 1932.

4° *Mortalité*. — Les statistiques générales de la mortalité sont développées d'une manière suffisante, en ce qui concerne le sexe, l'âge, l'état matrimonial. Pour les causes du décès et de la mortalité professionnelle, voir ci-après.

5° *Mouvements migratoires*. — La loi du 30 mai 1941 sur la déclaration obligatoire des changements de domicile a fourni un nouveau moyen d'étude de ces mouvements que la S. N. S. a certainement songé à utiliser :

a) *A l'intérieur* : Diverses données ont été déduites des recensements quinquennaux successifs. Ces études pourraient être développées pour la période de guerre et l'après-guerre, d'après les déclarations de changement de domicile;

b) *Entre la France et l'étranger* : On a déjà signalé l'étude démographique n° 4 qui rassemble les données rétrospectives sur le sujet.

Les statistiques de l'émigration et de l'immigration sont insuffisantes; on pourrait, malgré leurs difficultés spéciales, les améliorer, notamment à l'aide des déclarations de domicile. Il serait particulièrement désirable d'être renseigné sur les migrations de travailleurs et de leurs familles et aussi sur le tourisme, en raison de son importance économique (nombre de nuitées dans les hôtels).

6° *Naturalisations*. — Cette question si discutée peut être éclairée par des statistiques suffisamment complètes et tenues à jour. Le sujet a été traité dans l'étude démographique n° 3, qui contient des données rétrospectives depuis 1870.

c) ÉTAT SANITAIRE

1° *Morbidité*. — Une statistique générale est impossible, mais on pourrait au moins mettre en œuvre les données partielles, peu ou pas exploitées jusqu'à présent, par exemple :  
— cas de maladies transmissibles à déclaration obligatoire : les éléments existent, rien n'a été publié;

— cas de maladies dans certaines collectivités : écoles, sociétés de secours mutuels, agents de certaines administrations, des chemins de fer, sans parler de l'armée et de la marine. On pourrait utilement répéter l'enquête faite en 1913 par la S. G. F.

Autre source inexploitée : les registres des hôpitaux. Un essai est, croyons-nous, tenté pour les hôpitaux de Nancy en 1942; il serait très désirable qu'il fût étendu au plus grand nombre possible d'hôpitaux.

Enfin, la mise en service des carnets de santé pour les nourrissons, les écoliers, pourrait servir de point de départ à d'utiles études, non seulement sur la morbidité, mais aussi sur le développement des enfants et des adolescents.

Les Assurances sociales ont tous les éléments d'une statistique de morbidité professionnelle (Voir ci-après la mortalité par profession).

2° *Causes de décès*. — Statistique établie par la S. G. F., dernière parue en 1936, insuffisante parce qu'elle est faite d'après la nomenclature internationale abrégée (43 rubriques), alors que la nomenclature détaillée en compte 200.

Aucun progrès n'est possible tant que l'Administration n'aura pas obtenu la collaboration active et confiante du corps médical, pour la déclaration sincère et complète des causes de décès, c'est-à-dire tant que ne sera pas levée la difficulté du secret professionnel.

Actuellement, il est impossible de connaître le nombre à peu près exact des décès par tuberculose, cancer, syphilis, alcoolisme, etc...

Quand les dispositions nécessaires auront été prises pour obtenir une statistique convenable des causes de décès en général, il sera indispensable de procéder aux enquêtes statistiques nécessaires à la lutte contre la tuberculose, le cancer et la syphilis notamment.

3° *Tables de mortalité*. — La série des tables de mortalité pour la population de la France (sexe masculin, sexe féminin, ensemble) calculées par la S. G. F. : 1898-1903, 1908-1913, 1920-1923, 1928-1933 devrait être continuée. La publication de la table 1933-1938 est, paraît-il, prochaine.

4° *Tables de mortalité par profession*. — Aucun travail récent. Les essais par rapprochement du recensement et des statistiques de décès n'ont pas donné de résultats encourageants. Mais le service des Assurances sociales possède tous les éléments nécessaires, car il peut porter sur une même fiche toutes les données relatives à un professionnel et éventuellement l'indication de son décès. Il est donc possible d'établir pour les professions les plus importantes :

- des tables de morbidité;
- des tables d'invalidité;
- des tables de mortalité,

dont il n'est pas besoin de souligner l'importance et pour lesquelles il faut recourir aux expériences faites à l'étranger.

M. le Dr Malthète (Union des Caisses d'assurances sociales) a exposé à ce sujet les difficultés matérielles tenant à l'organisation administrative actuelle des Assurances sociales, à la complexité des liaisons entre l'Administration et les caisses, à la distinction entre les assurances maladie, invalidité, décès, etc... Pour que les caisses puissent établir les tables désirées de morbidité et de mortalité par causes et par profession, il faudrait que les services régionaux des Assurances sociales puissent leur fournir, dans le délai de trois ou six mois, l'état des assurés sociaux, de leurs conjoints et enfants admis à profiter des soins médicaux.

Cette note, qu'il serait difficile de résumer ici, est annexée au présent travail.

A défaut de tables de mortalité, morbidité et invalidité générales pour toutes les professions, on peut se féliciter de certaines solutions partielles, telles que les tables établies en 1935 pour le personnel des grands réseaux de chemins de fer, par une commission que présidait notre collègue M. André Bernard, et qui a été signalée par M. Barbot (S. N. C. F.). Il serait souhaitable que cet exemple fût suivi par d'autres grandes organisations industrielles.

d) STATISTIQUES D'ORDRE CULTUREL

1° *Statistiques judiciaires*. — Si la France a tenu, il y a un siècle, l'une des premières places en cette matière, elle se trouve largement distancée aujourd'hui par de nombreux pays. Les statistiques annuelles de la justice criminelle (dernière parue, 1934), de la justice civile et commerciale (dernière parue, 1933) devraient être développées et publiées plus rapidement. La collaboration des services judiciaires et du S. N. S. devrait permettre ces améliorations.

2° *Statistiques de l'enseignement*. — Publiées sous une forme trop sommaire dans l'Annuaire statistique, d'après les renseignements fournis par le ministère de l'Éducation nationale.

Cependant, en 1943, le Bureau universitaire de statistique a publié un recueil de statistiques scolaires et professionnelles de 1936 à 1942.

Pour l'enseignement primaire, par exemple, il n'existe plus rien de comparable aux belles publications faites il y a une quarantaine d'années sous les auspices de la Commission spéciale que présidait Levasseur.

La collaboration des services de l'enseignement et du S. N. S. devrait permettre d'améliorer considérablement les publications statistiques relatives à l'enseignement primaire, à l'enseignement secondaire, à l'enseignement technique et à l'enseignement supérieur.

#### e) ASSISTANCE

La statistique annuelle des institutions d'assistance, publiée depuis plus d'un siècle par la S. G. F., paraît être tombée en léthargie. Le dernier volume annuel 1933 a paru en 1936; les résultats sommaires des années 1934, 1935, 1936 ont été réunis en un seul volume réduit en 1941.

Il est désirable que la publication annuelle régulière et complète soit reprise, dès que possible, même sous forme réduite, pour les années arriérées, puis régulièrement dans une publication annuelle. Elle devrait être étendue aux nouvelles formes d'assistance qui ont vu récemment le jour.

### B — STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

On les examinera dans l'ordre suivant :

- a) Production agricole, minière, industrielle;
- b) Commerce;
- c) Transports;
- d) Consommations et stocks;
- e) Prix et indices de prix ;
- f) Coût de la vie et budgets familiaux ;
- g) Salaires et autres statistiques du travail ;
- h) Statistiques financières : monnaies, crédit, banque, valeurs mobilières, finances publiques.

#### a) PRODUCTION

1° *Production agricole.* — Nous touchons ici à l'une des branches les plus difficiles de la statistique, en raison de la multiplicité des exploitations, de la mentalité des populations rurales, de l'extrême variété des productions, de l'influence sur les récoltes des saisons, des intempéries et des maladies des plantes, des ravages des insectes, de la consommation à la ferme d'une partie des récoltes, etc...

Avant la guerre, la statistique agricole française comprenait, en dehors d'assez nombreuses publications spéciales, occasionnelles, deux séries importantes : statistique annuelle et enquêtes décennales.

Les enquêtes décennales, très étendues, commencées en 1842 par la S. G. F. ont eu lieu ensuite en 1852, 1862, 1882, 1892. Puis, il faut attendre près de quarante ans pour arriver à l'enquête de 1929 effectuée dans le cadre de la première enquête agricole mondiale organisée par l'Institut international d'agriculture.

Il faut bien reconnaître que l'état de la statistique agricole française appelait de sérieuses améliorations, exigées, d'une manière encore plus impérieuse, par les nécessités du ravitaillement en temps de guerre.

On paraît s'orienter dans cette voie; sans entrer dans le détail, exprimons le vœu que de rapides et importants progrès puissent être réalisés par la collaboration étroite déjà établie entre le ministère de l'Agriculture et le S. N. S.

*Régions naturelles.* — Une innovation utile signalée par M. Ed. Michel et déjà étudiée par le S. N. S. est la délimitation de régions naturelles, telles que Brie, Beauce, etc... pouvant servir au regroupement des résultats statistiques établis jusqu'ici par divisions administratives. Pour être pratique, cette nouvelle division devrait prendre pour base la commune, cellule indivisible.

2° *Production minière.* — Les statistiques de la production des mines et des carrières se présentaient en 1939 sous une forme assez satisfaisante, grâce à la collaboration du service des mines et des exploitants. Des progrès avaient été accomplis, dans le sens d'une publication plus rapide par la création en 1937 du Bureau de documentation minière.

Il faut souhaiter de voir reprendre après la guerre :

a) La Statistique annuelle de l'industrie minière (mines, carrières, sidérurgie, appareils à vapeur) publiée depuis 1838, avec réduction du délai de publication ;

b) Les statistiques mensuelles de la production des mines de charbon, des autres mines, ainsi que de la production de fonte, d'acier et d'autres métaux usuels.

3° *Capacité de production industrielle.* — La capacité de production est définie par les éléments essentiels : matières premières, outillage et forces motrices, établissements et personnes actives:

a) *Matières premières disponibles.* — Les quantités de matières importées sont fournies par les statistiques douanières d'une manière suffisante; les matières premières indigènes devraient être indiquées avec plus de précision par les statistiques de la production agricole, minérale ou industrielle (Voir les paragraphes correspondants);

b) *Outillage.* — L'outillage industriel n'est connu que pour de rares industries : sidérurgie, industrie textile (en partie), outillage des transports, locomotives, wagons, bateaux, automobiles, etc...; les statistiques de ce genre devraient être développées, dans tous les cas où la complexité de l'outillage ne rend pas ces recherches trop difficiles.

c) *Forces motrices.* — La dernière statistique d'ensemble des forces motrices, établie par la S. G. F. remonte à 1931 (enquête annexée au recensement quinquennal). Des enquêtes de ce genre devraient être renouvelées, dès que possible, après la guerre.

Sans préjudice de la reprise de la statistique annuelle des appareils à vapeur publiée autrefois par le ministère des Travaux publics et de la Statistique des forces hydrauliques, liée à la statistique de la production d'électricité.

d) *Équipement électrique, production et consommation de l'énergie électrique.* — Statistiques annuelles des usines centrales électriques (usines thermiques, usines hydrauliques) de la production d'énergie électrique, de la consommation par grandes catégories d'usagers : traction, électro-métallurgie, électro-chimie, force motrice, éclairage public, éclairage privé et usages domestiques. On souhaite la continuation de cette statistique : année 1941 publiée en 1943.

Reprise des publications mensuelles étendues à une proportion aussi élevée que possible des usines génératrices;

e) *Établissements et personnes actives.* — Reprise des recensements quinquennaux, résultats publiés par la S. G. F. (Voir Dénombrements de la population).

Données nouvelles résultant des enquêtes sur la production industrielle (Voir ci-après).

Naturellement, la répartition des établissements et des personnes actives devrait être faite d'après de nouvelles nomenclatures, l'une pour les industries et activités collectives, l'autre pour les métiers et activités individuelles, en accord avec la nouvelle organisation économique. Elles sont préparées par une commission interministérielle qui fonctionne au Service national des Statistiques.

4° *Production industrielle.* — Avant la guerre actuelle, les efforts de la S. G. F. pour renouveler ses anciennes enquêtes de 1842 et 1862, étaient restés à peu près sans résultat. Une enquête annexée au recensement de 1931 ne fournit pas de données d'ensemble satisfaisantes, en raison de l'extrême modicité du crédit accordé (750.000 fr.), alors que 30 millions étaient affectés à l'enquête agricole de 1929.

A défaut d'un tableau général de la production industrielle française, on ne possédait que des données partielles sur les industries soumises à un contrôle fiscal ou autre : sucre, alcool, mines, sidérurgie, etc...

Toutefois, une législation nouvelle, comportant cette fois, pour les industriels, l'obligation de répondre, permit en 1938-1939, un essai interrompu par la guerre, qui a fait l'objet d'une publication de la S. G. F. : statistiques industrielles obligatoires (1941).

L'instauration d'un régime autoritaire d'économie dirigée, la création de comités d'organisation professionnelle, dont l'activité statistique est contrôlée et coordonnée par le Service central de statistique du ministère de la Production industrielle, permet d'espérer que cette lacune lamentable des statistiques françaises sera comblée.

On trouvera des détails sur l'organisation nouvelle dans une communication de MM. Dufau Pères et Chapel, faite à notre Société en décembre 1942 (Journal de janvier 1943).

Une enquête mensuelle obligatoire, par l'intermédiaire des comités, porte sur : les effectifs, la durée du travail, les salaires, le chiffre d'affaires.

D'autre part, seront établies des statistiques de production et de consommation des matières premières et des statistiques de fabrications.

Ces statistiques sont commencées, mais rien n'est publié en raison de l'état de guerre. Il faut espérer qu'après la cessation des hostilités, des publications régulières et complètes mettront ces données à la disposition de tous les intéressés.

5° *Indices de la production industrielle.* — Malgré la pénurie de données sur la production industrielle, la S. G. F. calculait, depuis 1921, un indice annuel depuis 1898, mensuel depuis 1919. Cet indice, dont la valeur avait été progressivement améliorée, était calculé d'abord sur la base de 1913, puis sur la base 1928. Son calcul a été suspendu peu avant la guerre.

Les données fournies par l'enquête mensuelle obligatoire permettront, après la guerre, la publication d'indices complets de la production industrielle.

6° *Indices de l'activité économique.* — A côté, parfois à défaut d'indices de la production on calcule des indices de l'activité déployée pour l'obtenir.

Activité de la main-d'œuvre : Statistiques du placement, du chômage complet ou partiel. Signalons seulement les divers indices calculés par la S. G. F., qui devraient être continués après la guerre.

Consommation d'énergie : La S. G. F. calculait des indices de consommation du charbon, des carburants, de l'énergie électrique, qui devraient aussi être continués.

7° *Statistique des carnets de commande pour les principales industries.*

8° *Industries diverses.* — M. Flaus, chef du Service statistique du Comité d'organisation

du Bâtiment, a envoyé une intéressante note sur les lacunes de la documentation relative au bâtiment et aux travaux publics :

a) Structure et potentiel de l'industrie, c'est-à-dire personnel, matériel disponible, etc... il ne s'étend point sur cette question, qu'il estime sans doute actuellement résolue;

b) Situation de fait, c'est-à-dire activité actuelle, sur laquelle on peut être renseigné par des indices d'activité ou d'emploi de la main-d'œuvre; des statistiques trimestrielles de consommation des matériaux de construction; des statistiques mensuelles des transports de ces matériaux par voie de fer et voie d'eau, etc...;

c) Marché de la construction et des travaux publics. Sur ce point, il faudrait envisager le perfectionnement de la statistique des permis de bâtir, le calcul d'indices du coût de la construction, une statistique des crédits à la construction, les travaux publics : statistique des travaux traités (marchés passés, adjudications), indices du coût des travaux publics;

d) Débouchés : statistiques présentant l'inventaire des besoins : recensement des habitations et logements détruits par la guerre, des habitations surpeuplées : dépouillement de l'enquête cadastrale de 1941, statistique des logements et loyers dans les villes.

Cette note, dans laquelle sont traités avec une grande ampleur les principaux problèmes de documentation sur le bâtiment et les travaux publics, pourrait servir de modèle pour des notes analogues relatives aux besoins de données statistiques éprouvés par les dirigeants des grandes branches industrielles. Elle constitue l'annexe III au présent travail.

## b) COMMERCE

1° *Commerce extérieur.* — Reprise des publications mensuelles et annuelles des douanes, dans les conditions et délais d'avant-guerre, qui étaient satisfaisants.

Indices du volume du commerce extérieur. Reprise par la S. G. F. de la publication d'indices mensuels dans les mêmes conditions.

2° *Commerce intérieur, distribution.* — Il n'existait à peu près rien, malgré les efforts de la S. G. F. pour faire compléter le dénombrement de 1936 par un recensement des entreprises et de la distribution. Sont souhaitables :

a) Un recensement de la distribution, quinquennal ou même plus fréquent, analogue à ceux des États-Unis, du Canada, d'Irlande, etc...

Il devrait faire ressortir les formes, les moyens et les frais de distribution des marchandises, ainsi que l'activité des transactions, les stocks, etc...

A défaut du recensement complet de la distribution, enquête sur les branches les plus importantes : grands magasins, prix uniques, alimentation, etc... comme en Allemagne, aux Pays-Bas, etc...

M. Benaerts (Comité général d'organisation du commerce) fait connaître que ce Comité a déjà constitué : un fichier signalétique contenant les noms de 650.000 entreprises, un fichier statistique pour l'établissement de statistiques relatives à la structure, à la main-d'œuvre et à l'activité de ces établissements. D'autre part, des sondages ont été entrepris auprès d'entreprises-témoins au sujet des chiffres d'affaires, des stocks et des frais généraux. Quant au coût de la distribution, une étude sérieuse suppose l'obligation préalable d'un plan comptable.

b) Statistique pour les principales branches d'activité du produit des taxes à la production, taxes sur le chiffre d'affaires, taxe sur les transactions.

L'indice du chiffre d'affaires des grands magasins, publié par l'Institut de recherches économiques, devrait être repris.

## c) TRANSPORTS

*Transports routiers.* — Presque tout est à faire : le ministère des Communications avait étudié, avant la guerre, l'établissement de statistiques pour les principaux transports par automobiles.

*Transports ferroviaires.* — En dehors de la statistique annuelle des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local, qui devra être reprise avec réduction du délai de publication (Statistique de 1937, dernière parue en 1939), il est publié comme renseignements rapides :

Recettes hebdomadaires des chemins de fer : voyageurs, marchandises; on devrait indiquer à côté des recettes brutes, les recettes à tarif constant, donnant une idée exacte des variations du trafic.

Statistique mensuelle des wagons chargés (moyenne journalière), sans définition précise de l'unité wagon. Statistiques à remplacer, dès que possible, par celle du tonnage kilométrique des marchandises transportées.

A ce propos, M. Dugas, chef du service technique à la Direction générale de la S. N. C. F., a bien voulu faire connaître qu'en dehors des renseignements hebdomadaires sur les wagons chargés, il sera possible, quand les circonstances le permettront, de publier *chaque mois* : le tonnage et le tonnage-kilométrique des marchandises transportées pour les principales catégories de marchandises; le nombre des voyageurs et des voyageurs-kilomètres par classes et par principales catégories de trafic voyageurs. En ce qui concerne les recettes hebdomadaires des trafics voyageurs et marchandises, la S. N. C. F. pourra fournir, chaque semaine,



les recettes ramenées au taux des tarifs de la semaine correspondante de l'année précédente, ce qui améliorera beaucoup leur valeur comparative. Enfin, quand la statistique annuelle des chemins de fer pourra être reprise, on espère que les données pourront être fournies dans un délai de sept ou huit mois.

*Navigation intérieure* : Statistique trimestrielle du tonnage des embarquements, à remplacer, si possible, par une statistique mensuelle du tonnage kilométrique des marchandises transportées.

M. Carlier (Office national de la Navigation) a fait connaître que la création récente à cet office de deux bureaux de statistique permettrait d'améliorer beaucoup cette situation.

Le Bureau de statistique des bateaux fera connaître l'état du parc fluvial français et publiera un répertoire général de la batellerie française.

Le Bureau de statistique du trafic, équipé d'un matériel mécanographique, publiera chaque mois le relevé des tonnes transportées et des kilomètres parcourus suivant la nature des marchandises. Une statistique annuelle sera aussi publiée.

*Transport maritimes*. — Statistique de la navigation maritime dans les publications du commerce extérieur, à reprendre dans les mêmes conditions.

Statistique annuelle et statistique mensuelle des entrées et sorties de navires dans les ports maritimes.

*Mouvements des marchandises dans les ports*. — Reprendre également la statistique mensuelle publiée avant guerre par le ministère des Travaux publics : marchandises embarquées, débarquées, évacuées par voie ferrée ou navigation intérieure, encombrement.

*Transports aériens*. — Reprendre la statistique mensuelle du trafic aérien : voyageurs, poste, marchandises.

*P. T. T.* — Reprendre les statistiques relatives au trafic des Postes, Télégraphes, Téléphones.

#### d) CONSOMMATION ET STOCKS

*Stocks*. — Reprise et développement des statistiques publiées par la S. G. F. sur les stocks à la production (par exemple : charbon et minerai de fer sur le carreau des mines), des stocks dans les entrepôts de douane et autres magasins publics pour les matières premières, produits alimentaires et industriels d'importance mondiale.

*Consommations*. — Reprise et développement des statistiques de consommation publiées par la S. G. F. pour divers produits.

#### e) PRIX, INDICES DE PRIX

*Statistique des prix*. — Il serait désirable de développer, dans le Bulletin de la S. G. F., les relevés de prix coordonnés d'après toutes les sources disponibles; cotes officielles, mercures, journaux spéciaux, etc..., en s'attachant à obtenir des séries de prix bien homogènes au cours du temps.

M<sup>lle</sup> Apchié (Corporation nationale paysanne) souhaite qu'une attention spéciale soit donnée aux prix à la production, spécialement aux prix à la production agricole.

*Indice des prix de gros*. — Quelle que soit l'extension qu'il sera possible de donner après-guerre au calcul de tels indices, il est souhaitable que le calcul des deux indices de la S. G. F., indice non pondéré de 45 articles et indice pondéré de 125 articles, soit continué, au moins pendant quelque temps, pour assurer une bonne comparabilité avec l'évolution du niveau des prix avant guerre.

Il serait désirable que les tentatives, amorcées par la S. G. F. avant la guerre, soient largement développées pour le calcul d'indices répondant à des buts spéciaux :

- Produits nationaux et produits importés;
- Prix à l'importation et à l'exportation;
- Produits selon le stade de fabrication;
- Produits agricoles et produits nécessaires à l'agriculture;
- Biens de production et biens de consommation;
- Prix libres, prix taxés et prix cartellisés (M. Landry);
- Prix de produits mondiaux (indices-or) les plus importants, etc...

*Prix de détail*. — Il serait souhaitable de voir appliquer, autant que possible, les tentatives faites avant-guerre par la S. G. F. pour le calcul d'indices du prix de détail de produits alimentaires et d'objets manufacturés.

Et aussi, pour assurer, au moins pour certaines catégories d'articles, le calcul d'indices de prix comparables à la production, à la livraison par le commerce de gros aux détaillants, à la vente au détail.

Autres statistiques de prix : les indices de prix de gros et de détail ne concernent que les marchandises. Parmi les autres statistiques de prix qu'il conviendrait de développer, on citera :

*Prix des immeubles*. — Généralement, pour suivre les variations de la valeur des propriétés non bâties ou des immeubles, on s'en remet aux appréciations d'experts, qui fixent des coef-

ficients de variation d'une époque à une autre pour diverses catégories de terres ou d'immeubles. On connaît les travaux de M. Ed. Michel à ce sujet.

Il serait désirable de voir étendre l'essai fait récemment à la S. G. F. par M. Duon pour suivre, au cours du temps, les variations de valeur des mêmes immeubles.

#### f) COÛT DE LA VIE. BUDGETS FAMILIAUX

*Enquêtes sur les budgets familiaux.* — Il est indispensable qu'une grande enquête de ce genre soit entreprise en France dès que les circonstances le permettront. Elle seule peut fournir des bases pour un calcul convenable d'indices du coût de la vie.

Quelques enquêtes limitées et insuffisantes avaient été exécutées avant la guerre, alors qu'à l'appel du B. I. T. un très grand nombre de pays avaient entrepris des enquêtes étendues, portant sur des dizaines de milliers de familles, classées par catégories de revenu. Car, à côté d'enquêtes portant sur les familles ouvrières, les moins favorisées, il est nécessaire d'avoir des données sur des familles des classes moyennes, fonctionnaires, employés, sur des familles de cultivateurs, etc...

M. Landry signale l'intérêt, en vue d'une politique rationnelle d'aide aux familles, de recherches sur les niveaux de vie dans les diverses classes sociales et pour des revenus gradués.

*Indice du coût de la vie.* — Bien que le calcul de tels indices présente de très graves difficultés, il est indispensable que les indices de la S. G. F. soient repris après la guerre dans des conditions améliorées :

1° Par l'adoption de budgets-types mieux adaptés aux conditions d'existence des familles, déduits des enquêtes sur les budgets familiaux;

2° Par l'amélioration des conditions de l'observation périodique des prix, mieux comparables dans le temps et, si possible, d'une région à l'autre.

M<sup>lle</sup> Apchié souhaite qu'il soit calculé des *indices du coût de la vie à la campagne*, problème particulièrement difficile, car beaucoup de produits ne sont pas achetés par les familles rurales, mais proviennent du fonds cultivé.

*Loyers.* — Un des éléments du coût de la vie est le loyer d'habitation. Il est très difficile d'obtenir, pour cet élément de la dépense familiale, une base comparable d'une ville à l'autre en raison des différences de climat, d'habitudes locales et aussi des variations de la législation.

Comme pour les prix des immeubles, il faudrait pouvoir suivre, au cours du temps, les variations du loyer de logements restant les mêmes.

De toute façon, il serait utile qu'une enquête sur les loyers fût jointe à l'enquête générale sur l'habitation.

#### g) SALAIRES

*Salaires.* — La seule enquête générale sur les salaires était, avant-guerre, celle que la S. G. F. faisait chaque année en octobre à l'aide de questionnaires adressés aux conseils de prud'hommes et à certaines mairies; elle est semestrielle depuis 1942.

Il y avait, en outre, des enquêtes partielles : mines, métallurgie de la région parisienne, tabacs, sucreries, couture, domestiques, etc...

Il faut y ajouter, depuis 1936, les données sur les salaires, tirées des contrats collectifs obligatoires.

La nouvelle organisation industrielle devrait permettre d'obtenir, à l'aide de l'enquête mensuelle et des statistiques annuelles plus détaillées, les données nécessaires pour :

- un indice mensuel des salaires horaires, par catégories professionnelles;
- une statistique des gains effectifs et de la durée réelle du travail;
- une statistique des accessoires du salaire permettant l'étude de la distribution des salaires suivant leur quotité;
- l'estimation de la masse des salaires payés, élément important du revenu national;
- un indice des salaires réels, par combinaison des indices des gains effectifs et du coût de la vie.

Maintenant que les cotisations des Assurances sociales sont calculées d'après les salaires perçus, on pourrait y trouver les éléments d'une statistique des salaires.

M. Landry signale qu'il faudrait tenir compte dans les statistiques de salaires de tous les accessoires, notamment des *avantages en nature* (biens ou services). Il faudrait, d'autre part, considérer la totalité des charges des employeurs.

M<sup>lle</sup> Apchié (Corporation nationale paysanne) souhaite le développement des statistiques sur les *salaires agricoles*.

#### h) AUTRES STATISTIQUES DU TRAVAIL

Reprise et développement des statistiques publiées avant-guerre par le ministère du Travail, notamment :

- Réglementation générale des conditions de travail;
- Conventions collectives;
- Conflits du travail;

- Hygiène et sécurité du travail : accidents du travail, maladies professionnelles ;
- Assurances sociales ;
- Allocations familiales ;
- Coopératives de production et de consommation ;
- Habitations ouvrières, œuvres sociales, etc...

## C — STATISTIQUES FINANCIÈRES

### I — ÉPARGNE

Les statistiques mensuelles sur les dépôts et retraits dans les caisses d'épargne ordinaires et à la Caisse nationale ont été continuées ; il faut souhaiter leur publication régulière et rapide.

### II — BANQUES

La création d'un comité d'organisation des banques permet d'établir des statistiques pour l'ensemble des banques françaises.

Avant la guerre, étaient seuls publiés les bilans hebdomadaires de la Banque de France, mensuels de quatre grandes sociétés de crédit, annuels des banques constituées en sociétés par actions.

L'adoption d'une forme obligatoire pour les bilans rend possible l'établissement de statistiques bancaires complètes, permettant de suivre le mouvement des dépôts, l'activité de l'escompte, les taux d'escompte, la circulation des effets de commerce, des chèques.

Ce vœu a déjà reçu un commencement d'exécution par la publication d'une situation mensuelle de toutes les banques établie par la Commission de contrôle des banques, dont les données essentielles sont reproduites par le Bulletin de la S. G. F. et dans la presse financière, notamment dans la feuille de l'Agence économique et financière.

A ce sujet, M. Penglaou constate que ces documents ne renseignent pas sur les taux d'escompte, la circulation des effets de commerce et des chèques, etc... Les données plus détaillées que centralise la Commission de contrôle ne font l'objet d'aucune publication. Et il examine la possibilité de combler les lacunes des statistiques bancaires :

La composition du compte Portefeuille devrait être détaillée de manière à faire connaître : les effets de commerce, les chèques (au moins pour partie) pris par les banques à l'escompte ou à l'encaissement, les billets dits de chemin de fer (S. N. C. F.), les traites acceptées par la Caisse nationale des marchés de l'État, du Crédit national et les bons du Trésor. Le bilan trimestriel donne un certain nombre de ces rubriques, mais la publication n'en est pas faite ; on en est réduit à des évaluations par des méthodes indirectes.

Pour les taux appliqués aux opérations, il existe des ententes régionales bancaires, homologuées par l'association professionnelle et que l'on peut se procurer auprès de cette association.

### III — ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES

Continuation des statistiques mensuelle et annuelle des émissions publiques de valeurs mobilières établie par la S. G. F. d'après les insertions au B. A. L. O. et les renseignements recueillis sur les émissions non annoncées au B. A. L. O. : État, collectivités, chemins de fer, etc..., avec indication des remboursements.

Il serait désirable que fût comblée la lacune correspondant aux émissions non publiques, titres placés dans un cercle restreint sans offre publique.

### IV — VIREMENTS ET COMPENSATIONS

En raison du rôle joué par la Banque de France, il serait désirable de pouvoir ajouter, chaque mois, au montant des virements de la Chambre de compensation, ceux effectués par la Banque de France.

### V — STATISTIQUES BOURSIÈRES

Indices des cours des valeurs à revenu variable par groupe d'activité, industrielle ou commerciale ; des valeurs à revenu fixe. Est souhaitable la continuation des indices de la S. G. F.

*Indices des transactions boursières.*— Continuation des indices calculés par la S.G.F. d'après les données fournies par le Syndicat des Agents de change de la Bourse de Paris. Extension, si possible, à un plus grand nombre de valeurs.

Taux de capitalisation des valeurs à revenu variable par groupes d'activité ; des valeurs à revenu fixe. Reprise des calculs effectués par la S. G. F. avant-guerre.

## VI — TAUX MONÉTAIRES

La S. G. F. devrait continuer à tenir à jour la statistique des divers taux marquant le coût des capitaux.

Taux à court terme; escompte de la Banque de France, escompte hors banque, avances sur titres, reports en Bourse (quand le marché à terme sera rétabli), Bons du Trésor.

Taux à moyen et long terme; taux des obligations émises, taux de capitalisation, taux hypothécaires, etc...

## VII — PROPRIÉTÉS, FORTUNES ET REVENUS

Sur ces questions, les services du ministère des Finances et les Régies financières possèdent une riche documentation, dont l'exploitation statistique n'a pas été, jusqu'ici, poussée assez loin. Il serait vivement désirable que l'emploi des méthodes mécanographiques permit, après la guerre, la publication et l'établissement de statistiques de première utilité, qui ont fait défaut jusqu'ici et sont publiées dans beaucoup d'autres pays. On citera seulement quelques exemples.

*Statistique immobilière.* — Établissement, d'après les documents des Contributions directes, d'une statistique des propriétés bâties et non bâties, dont les cadres ont été étudiés par notre ancien Président, M. Ed. Michel. Un essai commencé avant la guerre et interrompu devrait être repris.

*Statistique des valeurs mobilières, ou, si l'on veut, statistique des sociétés par actions et autres.* — Depuis l'enquête ordonnée par Fernand Faure, il y a une quarantaine d'années, la France n'a pas eu de recensement des sociétés, alors que de telles opérations sont renouvelées fréquemment dans d'autres pays.

*Recensement des sociétés par actions.* — M. Landry voudrait que ce recensement fût fait et développé en ce qui concerne le capital, le personnel employé, la répartition du bénéfice brut, etc...

Il serait utile aussi d'établir une statistique des *ententes, trusts, etc...*

*Revenus déclarés.* — Les dossiers des impôts sur les revenus pourraient donner des statistiques plus instructives et plus détaillées que celles qui ont été publiées jusqu'à présent.

*Impôt général sur les revenus.* — Pour l'étude de l'inégalité des revenus, notre collègue, M. le baron Mourre, demande que la répartition par quotité permette le calcul des quartiles et des derniers déciles de la distribution.

On souhaiterait aussi une distribution suivant l'âge et la profession des redevables.

*Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.* — Une répartition par grandes branches d'activité serait fort utile, comme contrôle des données directes qui seront fournies par la production industrielle.

*Successions.* — La statistique des successions devrait être développée, en particulier pour permettre le calcul de l'intervalle moyen servant de multiplicateur dans la méthode de l'annuité successorale, indiquée par de Foville, pour le calcul de la fortune privée.

Le sens dans lequel devrait être développée la statistique des successions a été indiqué dans le Bulletin de la S. G. F. (décembre 1934) à propos d'une enquête partielle (Paris et département de la Manche).

*Évaluation des fortunes et revenus.* — On ne possède que des estimations d'origine privée. La documentation des services du ministère des Finances devrait permettre l'établissement de statistiques détaillées qui éclaireraient puissamment ces questions.

Mais il faudrait définir nettement les éléments retenus, en raison des différences entre les conceptions et les définitions adoptées de divers côtés pour la fortune publique et privée, la fortune nationale, les revenus publics ou privés, divergences qui sont accusées par la multiplicité des expressions usitées.

M. Ed. Michel a signalé l'utilité d'une statistique des biens immobiliers et mobiliers possédés en France par des étrangers, ainsi que de la participation de ces derniers dans les entreprises industrielles et commerciales en France.

*Charges fiscales.* — L'évaluation et la comparaison des fortunes et revenus d'un pays à l'autre ne prennent tout leur sens, que si elles peuvent être comparées aux charges fiscales, dont la discrimination soulève de sérieuses difficultés. Des études en ce sens seraient les bienvenues, notamment celles des charges fiscales par catégories de contribuables.

NOTA. — M. Certeux, chef du Service de la Coordination des administrations financières, a bien voulu nous faire connaître que, déjà avant la guerre, ce service s'était préoccupé d'établir par ordre d'urgence et d'intérêt, un plan des améliorations statistiques indispensables en matière financière, portant notamment sur :

1° La statistique du *chiffre d'affaires* basée sur la comptabilité des taxes à la production et sur les transactions, fournissant un tableau mensuel de l'activité des divers secteurs de l'économie et un contrôle des données émanant des comités d'organisation professionnelle. Ce travail, déjà au point pour le département de la Seine, sera étendu dès que possible, à la France entière;

2° La statistique des *sociétés* et autres collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, qui renseignera sur la structure et l'évolution des diverses catégories d'entreprises;

3° La statistique des *successions*, qui donnera chaque année des indications précieuses sur la situation de la fortune nationale et permettra d'étudier l'incidence des mesures fiscales proposées.

En raison des circonstances, il n'est pas possible de fixer la date à laquelle pourront être publiés les résultats de ces deux dernières mesures.

## VII — FINANCES PUBLIQUES

Budget de l'État, publié au *Journal officiel*.

Budget des collectivités publiques. Publication, si possible, des budgets des départements, des communes (tout au moins des grandes villes) et des autres collectivités publiques.

— Situation des crédits engagés sur le budget de l'État : rien n'est publié.

— Recettes et dépenses de l'État : reprise de la publication régulière chaque mois, au *Journal officiel*.

— Recettes et dépenses des collectivités publiques : rien n'est publié.

— Situation de la Trésorerie de l'État : reprise de la publication, autrefois trimestrielle, si possible mensuelle.

— Émission et remboursement des fonds d'État (Voir Émissions de valeurs mobilières).

— Situation de la Dette publique : reprise des publications à intervalles réguliers.

— Statistique des fonctionnaires : la publication, tous les cinq ans, par la S. G. F., d'une statistique des échelles des traitements et salaires des agents de l'État ne permet pas de se faire une idée de la charge correspondante supportée par les finances de l'État, parce qu'elle ne fournit aucune donnée sur le nombre des agents dans chaque emploi et dans chaque classe.

La S. G. F. a tenté, à diverses reprises, une coordination des statistiques disponibles (études spéciales dans son Bulletin). Mais il serait désirable que, reprenant les anciens projets du Conseil supérieur de Statistique, il soit enfin entrepris une statistique complète des fonctionnaires, à l'aide des bulletins individuels.

Elle devrait être complétée par une statistique des retraités dont les pensions constituent la plus grosse part de la Dette viagère de l'État.

## IX — MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET REVENUS ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

La balance des comptes entre la France et l'étranger n'a jusqu'ici fait l'objet que d'évaluations privées, notamment celle qui était publiée dans le volume annuel de la *Revue d'économie politique*.

Il serait désirable qu'il fût procédé à une évaluation officielle de la balance des comptes en capital et en revenu, en prenant pour base les cadres internationaux préparés par la Société des Nations.

Un des éléments importants de la balance est fourni par l'apport des touristes étrangers, d'où l'utilité d'une bonne statistique du tourisme, déjà signalée à propos des statistiques de la population.

## D — STATISTIQUES RELATIVES A LA GUERRE ET A SES CONSÉQUENCES

Déplacements de population pendant la guerre : exode de juin 1940, réfugiés, transfert de travailleurs dans d'autres pays, etc...

Victimes humaines de la guerre : pertes de l'armée en tués, blessés, malades, invalides : pertes de la population civile, notamment par bombardements aériens.

Dépenses de guerre, y compris prestations en nature.

Dommages de guerre, immobiliers et mobiliers : dépenses pour la réparation de ces dommages.

## E — STATISTIQUES RELATIVES A L'EMPIRE FRANÇAIS

Cette rapide revue serait incomplète, s'il n'y était fait allusion aux statistiques concernant les colonies, protectorats, etc...

Exprimons tout d'abord un regret, que nous voulons espérer rétrospectif : c'est qu'il n'y ait pas eu dans le passé de coordination suffisante des statistiques de l'Empire français. Le seul essai est celui qu'avait tenté la S. G. F. dans l'Annuaire statistique : mais il ne s'agissait que d'un rassemblement de statistiques de valeurs très inégales provenant des diverses parties de l'Empire. Ce qu'il faut, c'est une unité de vues et de méthodes, une coordination réelle des moyens et des résultats portant sur tous les territoires français d'outre-mer, en rejetant les distinctions qui résultent du fait que l'Algérie dépend du ministère de l'Intérieur, la Tunisie, le Maroc, etc..., du ministère des Affaires étrangères; les autres colonies et protectorats, du ministère des Colonies.

La loi créant le Service national des Statistiques lui donne mandat de coordonner non

seulement les statistiques de la France métropolitaine, mais aussi celle de l'Empire français. Espérons que cette clause, renforcée par la création au ministère des Colonies d'un service central de statistique, en liaison technique avec le S. N. S., de services locaux de statistique, à l'exemple de celui de l'Indochine, pourra créer les conditions favorables à l'établissement de statistiques d'ensemble dignes de la France et de son Empire.

Il paraît suffisant de s'en tenir ici à ce vœu d'ordre général, sans entrer dans l'examen détaillé des statistiques coloniales.

## F — ENSEIGNEMENT DE LA STATISTIQUE

Enfin, dernière insuffisance, mais non la moins regrettable, celle de l'enseignement de la statistique. Dans de nombreux pays : Allemagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, etc..., cet enseignement est très largement représenté dans les universités et les écoles techniques supérieures : la statistique est une matière obligatoire des programmes et les diplômes délivrés sont exigés pour certaines carrières. En France, un seul établissement est voué à la diffusion des méthodes statistiques et de leurs applications si variées : l'Institut de statistique de l'Université de Paris, fondé en 1922, auquel il faut ajouter, depuis 1942, l'École d'application du S. N. S. dont les élèves suivent d'ailleurs les cours de l'Institut. Très maigrement doté, l'Institut n'a pu, jusqu'à présent, donner à son activité l'extension souhaitée par ses fondateurs : MM. Colson, Fernand Faure, March, Borel, etc... et par ses dirigeants actuels. Et cependant, la nouvelle organisation économique a suscité de la part des comités d'organisation et des grandes entreprises des demandes croissantes et non satisfaites de statisticiens expérimentés, comme on en emploie beaucoup dans les pays déjà cités. Et le pays de Laplace, de Poisson, de Bienaymé et de Cournot ne peut rester en arrière dans la recherche scientifique pour tout ce qui concerne la statistique mathématique, le calcul des probabilités et leurs applications. Aussi est-il indispensable :

1° Que l'Institut de statistique de l'Université de Paris soit doté par l'État et par les organismes intéressés de ressources suffisantes pour lui permettre de remplir une tâche qui ne saurait être différée sans grand dommage pour la prospérité économique générale;

2° Que, selon le vœu de M. Fréchet, une chaire de statistique mathématique soit créée à la Faculté des Sciences de Paris, qui possède une chaire de calcul des probabilités et qu'il soit créé à la Faculté des Sciences de Lyon, qui possède déjà un Institut de science financière et d'assurances, une chaire de calcul des probabilités.

## G — COORDINATION DES STATISTIQUES EUROPÉENNES

Sur ce sujet, qui n'entre pas directement dans le cadre du présent travail limité aux lacunes et insuffisances des statistiques françaises, M. Lucien Coquet, directeur du C. E. D. E. C. (Centre européen de documentation et de compensation, a envoyé une intéressante note suggérant qu'il soit créé sous le contrôle de la Statistique de la France, un service spécial chargé d'étudier des indices comparatifs de compensation : 1° des charges fiscales; 2° des salaires; 3° des frais de transports; 4° des avantages particuliers d'approvisionnement en matières premières d'origine métropolitaine ou coloniale; 5° de la clientèle nationale et d'outre-mer (potentiel de consommation); 6° de l'état actuel de perfectionnement (rationalisation, cartellisation, etc...) des entreprises industrielles, agricoles et artisanales, ainsi que de l'organisation commerciale, bancaire et de crédit (potentiel de production).

Ces indices devraient être calculés d'après une même méthode pour les divers pays. Il s'agit donc d'une énorme tâche qui dépasse les possibilités d'un service national. Sans parler des difficultés considérables que l'on rencontrerait pour rassembler les données relatives à la France seule, il faudrait que le plan adopté fût aussi agréé par les autres pays. Les expériences faites avant la guerre actuelle par les organismes internationaux, tels que l'Institut international de Statistique, le Service économique de la S. D. N., le B. I. T., etc..., qui dévouaient leurs efforts à l'amélioration des statistiques et de leur comparabilité, montrent assez qu'il s'agit d'une œuvre difficile, nécessitant de grands moyens d'action, de longs et patients efforts et ne pouvant être abordée que par une organisation internationale.

La note de M. Lucien Coquet constitue l'annexe IV au présent travail.

Michel HUBER.

## ANNEXES

### I — LES STATISTIQUES EN ASSURANCES SOCIALES

#### A. — *Les caisses-maladie.*

Le régime actuel des Assurances sociales ne permet guère l'établissement de statistiques sérieuses. En effet, les conditions de versements des cotisations, conformément à la loi du 6 janvier 1942, empêchent les différents services régionaux, chargés de la ventilation des cotisations patronales et ouvrières, de faire connaître, avec une approximation suffisante

et en moins de deux ans, le nombre de cotisants d'une caisse déterminée et, de ce fait, la population laborieuse ayant droit à certaines prestations, est elle-même mal dénombrée.

On avait coutume jusqu'à présent de considérer comme cotisant l'assuré qui avait fait preuve de trois versements trimestriels dans l'année, ce qu'il est matériellement impossible de déterminer désormais. Mais le problème se complique du fait que non seulement l'assuré cotisant peut bénéficier de la loi, mais que la conjointe et les enfants ont droit, eux aussi, au remboursement de leurs soins. Rien ne permet de déterminer dans les conditions présentes le nombre de bénéficiaires assurés, conjoints et enfants, par rapport au nombre de cotisants qui est du reste lui-même inconnu comme on vient de le voir. Si nous ajoutons qu'actuellement le changement constant de profession rend illusoire le travail sur la morbidité et la mortalité professionnelles, nous aurons déjà montré en partie la complexité de la question qui nous intéresse.

En ce qui concerne les statistiques purement administratives, il y a lieu de faire mention du « Rapport sur l'application de la législation des Assurances sociales » (Statistiques du 1<sup>er</sup> janvier 1934 au 31 décembre 1935 et du 1<sup>er</sup> janvier 1935 au 31 décembre 1936, seul travail d'ensemble qui ait été tenté à notre connaissance, et qui a été complété par les communications parues dans le *Bulletin officiel* du ministère du Travail.

Si l'on se tourne maintenant vers les statistiques médico-sociales, on est obligé de constater l'absence presque complète de documents. Quelques études fragmentaires avec des statistiques montrent surtout le rendement administratif des organismes existants, surtout pour la région parisienne, mais aucune prévision mortuaire, aucune évaluation du risque morbide, et ceci pour plusieurs raisons :

a) Contrairement à ce qui se passe en Allemagne, les Assurances sociales françaises n'ont jamais eu le tiers payant et sont obligées de composer avec le corps médical, toujours fidèle au traditionnel secret intangible et absolu. De ce fait, les prestations payées à l'assuré ne représentent que 80 % au minimum des honoraires ou des frais restant à la charge de celui-ci. Le prix de revient réel d'une maladie est impossible à calculer; seules les prestations servies pourraient être, à la rigueur, précisées. Alors qu'un médecin allemand, qui soigne un assuré social est obligé d'indiquer sur la feuille de maladie que son client lui présente, le diagnostic de l'affection qui l'incite à consulter, le médecin français se voit interdire cette pratique par son Ordre. Ne seront donc connues que les maladies qui auront fait l'objet d'un contrôle médical par la Caisse-maladie qui couvre une partie du risque.

Or, ce contrôle varie non seulement de médecin à médecin, mais la même discipline n'est pas observée par chaque caisse. C'est ainsi qu'à Paris telle caisse fera contrôler 66 ou même 77 % des dossiers, telle autre 2 % seulement! la Caisse interdépartementale des Assurances sociales de Seine et Seine-et-Oise, qui compte la grande majorité des assurés, faisant passer environ 20 % de ses malades devant un de ses médecins-conseils. D'ailleurs, selon le recrutement des adhérents, ce contrôle est plus ou moins indiqué. Telle Caisse professionnelle ou tel organisme issu d'une mutuelle à faibles effectifs se serviront beaucoup moins de ce genre de contrôle. Il est évident, en effet, qu'un assuré gagnant un salaire relativement élevé a tout intérêt à reprendre vite son emploi, l'indemnité journalière que les Assurances sociales lui allouent étant au maximum la moitié de son salaire. Il est aussi très aisé de comprendre qu'une petite caisse connaît facilement ses fraudeurs et, mieux que le médecin, ses administrateurs ou ses représentants peuvent fournir d'utiles renseignements sur la « mentalité » de quelques adhérents.

b) Il faudrait donc avant tout harmoniser les différents contrôles médicaux et c'est, je crois, le désir de l'Institut national d'action sanitaire des Assurances sociales. Mais cette emprise d'un super-organisme sur la marche des contrôles médicaux est assez discutée actuellement et les conseils d'administration des différentes caisses voient avec amertume leur liberté d'action, à laquelle ils tiennent jalousement, peu à peu « encadrée ». Leur réaction contre une fonctionnarisation pure et simple des Assurances sociales indique assez le désir de gérer leur caisse au mieux des intérêts des adhérents.

Il y aurait lieu de chercher une formule permettant d'unifier le contrôle médical sans tomber dans les controverses de la réforme de structure des Assurances sociales.

#### B. — Les caisses-invalidité et les unions régionales de caisses.

Si, comme on l'a vu, il est extrêmement difficile de tenir une comptabilité exacte des nouveaux cas morbides, il serait tout au moins possible, dans le cadre du contrôle actuel, de dénombrer les nouvelles affections pour lesquelles les assurés viennent demander le remboursement d'une partie de leurs frais.

Nous savons qu'il existe dans la région parisienne deux caisses de moyenne importance qui établissent des statistiques de ce genre. De plus, une caisse capitalisation importante a classé ses dossiers dans une douzaine de groupes de maladies, ce qui ne permet pas de tirer des conclusions du point de vue de l'orientation financière des Assurances sociales.

Parmi les affections de nos assurés sociaux, il en est qui constituent ce que l'on pourrait appeler les gros risques. Ce sont les malades pour lesquelles les arrêts de travail sont prolongés et qui coûtent cher. Ces affections, par leur nature, sont intéressantes à connaître puisque ce sont elles qui peuvent être véritablement catastrophiques pour le budget familial d'un assuré social.

En 1933, au début du fonctionnement de l'assurance-invalidité, n'étaient reconnus invalides exclusivement que les malades présentant une incapacité ouvrière supérieure à 66 %. Cette incapacité était d'ailleurs calculée en se servant du barème des pensions militaires.

Actuellement, la notion d'invalidité est devenue beaucoup plus large et pratiquement on constate que, de plus en plus, les gros risques, quels qu'ils soient, bénéficient de cette assurance.

Nous aurions donc tout intérêt à établir des statistiques précises nous permettant d'évaluer, par exemple, le prix de revient de ces gros risques. C'est donc dans les unions régionales de caisses d'assurances sociales et dans les caisses-invalidité-vieillesse que l'on pourrait tenir un compte exact des différentes causes morbides qui obligent les assurés sociaux à recevoir plus de six mois de soins.

Pour donner un exemple, l'Union des caisses d'assurances sociales de la Région parisienne possède actuellement 67.000 dossiers d'assurés invalides. Ces 67.000 dossiers sont classés par numéro matricule, c'est-à-dire par année de naissance, mais il n'existe encore aucun classement par causes morbides. Nous ne savons donc pas quel est le pourcentage de tuberculeux, de cancéreux, des affections cardio-vasculaires, etc..., qui furent pris en charge par les caisses-invalidité de la région parisienne. Nous ignorons de même les sommes qui furent dépensées par ces organismes et qui ne figurent pas au compte individuel de chaque invalide. Nous ignorons encore la léthalité, c'est-à-dire la mortalité de nos différents malades.

Nous commençons actuellement la classification des 67.000 dossiers de l'Union des Caisses. Nous nous servons d'une nomenclature abrégée tirée du Code des malades que la Statistique générale de la France a mise au point. Nous saurons très facilement ce que sont devenus ces malades, puisqu'au décès, les caisses vieillesse-invalidité versent une prime à la famille, mais nous ne pourrions, pour ces anciens dossiers, calculer le prix de revient pour chaque affection. Nous nous proposons, dans l'avenir, d'établir un compte individuel pour chaque malade.

C'est essentiellement la lourdeur de l'appareil administratif qui provoque l'insuffisance de liaison entre les Unions régionales et les caisses-maladie, chargées du remboursement de tous les soins, aussi bien pour les six premiers mois dont elles ont la charge que pour les mois suivants qui sont au compte de l'assurance-invalidité; elle explique l'impossibilité où nous sommes d'établir des prix de revient. Il suffirait d'une entente entre les différentes grandes caisses de la région parisienne et l'Union des caisses pour que cette liaison soit réalisée.

Les caisses-maladie pourraient, par exemple, lorsqu'elles proposent à la Caisse-invalidité un dossier à la fin des six mois de maladie, adjoindre à leur expertise médicale un compte financier de tout ce qu'elles ont remboursé à l'assuré pendant leur prise en charge.

En ce qui concerne l'Union de Paris, des simplifications administratives ont réduit au maximum les transmissions des dossiers entre les divers organismes. Toutefois, lors de la fin de la prise en charge (décès, suppression) ou au maximum à l'expiration de la première période quinquennale, l'Union des caisses sera mise en possession du relevé des prestations versées pour son compte à chaque assuré.

Nous aurons ainsi une connaissance exacte du nombre de nos invalides, de leur âge par leur numéro matricule en fonction du début de leur maladie, de leur sexe, du nombre de jours d'arrêt de travail et d'hospitalisation, du montant des pensions allouées et des prestations en espèces et en nature qu'ils auraient pu recevoir. En matière de tuberculose, par exemple, une telle statistique aurait un intérêt certain. Elle permettrait de donner un ordre de grandeur au rendement de la lutte antituberculeuse dans le cadre des Assurances sociales.

### C. — Conclusions.

En attendant que les services régionaux et le ministère du Travail puissent nous fournir, dans le trimestre ou dans les six mois, ou à défaut même chaque année, l'état de la population assurée sociale, aussi bien celle qui cotise que celle des conjoints et des enfants, il est possible, d'ores et déjà, d'entreprendre une étude sérieuse sur le risque invalidité.

Nous espérons que cette note permettra à notre collègue de la Société de Statistique de Paris de présenter pour les Assurances sociales quelques réflexions qui seront susceptibles de modifier l'état de choses actuel.

D<sup>r</sup> MALTHÈTE.

## II — LES STATISTIQUES DES PROPRIÉTÉS RURALES ET LES RÉGIONS NATURELLES

La propriété rurale comprend la majeure partie des propriétés non bâties et une fraction des propriétés bâties, or aucun document officiel ne présente cet ensemble; en outre, dans les enquêtes statistiques des Contributions directes, il n'a jamais été tenu compte des bâtiments d'exploitation. Il y a là un premier travail de coordination nécessaire, et il serait désirable que les administrations intéressées de l'Agriculture, des Contributions directes et de l'Enregistrement s'entendent à ce sujet, mais tout d'abord il y aura lieu de préciser ce terme : propriété rurale, car, en statistique, il faut toujours tenir compte du but envisagé.

Si l'on parle d'un classement général des propriétés rurales, il est évident que l'on aura



à tenir compte uniquement du nombre de propriétés, c'est-à-dire du nombre des centres d'exploitation et domaines, que ce soit une locature, une métairie, une ferme, un domaine avec maison de maître et ferme, un château avec ses fermes, ses bois, etc..., mais si l'on veut procéder à une étude, il devient ensuite nécessaire de classer ces propriétés par catégories en tenant compte de leur principale caractéristique : propriétés de culture, propriétés herbagères, propriétés mixtes, propriétés viticoles, propriétés maraîchères ou horticoles, domaines de montagne, propriétés forestières, propriétés d'agrément, etc... Or ces diverses catégories se trouveront définies d'une façon beaucoup plus précise si, au lieu de prendre l'ensemble du pays, on adopte la région naturelle comme unité territoriale.

La région naturelle est basée sur la constitution géologique et agronomique du sol, par conséquent commande la nature même des exploitations agricoles, mais elle dépend aussi de l'orographie, de l'hydrographie et des débouchés des marchés et des centres d'écoulement du terroir envisagé, ce qui peut, dans chaque région, modifier quelques exploitations : ainsi, dans un vallon, on peut avoir une propriété herbagère tandis que les plateaux voisins ne comportent que des exploitations de culture, mais dans l'ensemble de la région, il se dégage nettement un type d'exploitation.

Il existe des régions de faible importance et par contre de vastes régions s'étendant sur un grand espace territorial; dans ce dernier cas, on constate des subdivisions; or, si l'on veut établir une statistique immobilière, il faut prendre pour base la subdivision de la région, car elle correspond généralement à un aspect bien défini et à une adaptation culturelle assez homogène.

Dans une région naturelle telle que nous la définissons ci-dessus, le classement des propriétés doit s'effectuer suivant la grandeur des exploitations et non pas sur la grandeur des groupements d'exploitation formant un domaine, mais les tenements détachés et les marchés de terre doivent être rattachés à un centre d'exploitation; on a donc de petites exploitations, des exploitations de grandeur moyenne et des grandes exploitations, la superficie de la propriété moyenne variant de région à région suivant le mode d'exploitation, la qualité des terres, le genre de culture, etc...; quant aux petites exploitations, elles se subdivisent elles-mêmes en deux catégories, ce qui, pour chaque région, correspondrait à la classification ci-après :

1° Nombre de propriétaires, particuliers français, collectivités, sociétés et étrangers ;

2° Nombre de très petites propriétés avec leur affectation : propriétés maraîchères, petites locatures, parcelles rattachées à une exploitation commerciale (auberge, boucherie, etc...); logements d'ouvriers agricoles avec quelques tenements, etc... Dans ce groupement on doit surtout tenir compte de la qualité de l'occupant et fixer des grandeurs maximum, car si ces propriétés ne constituent pas une exploitation rurale au sens précis du mot, elles jouent un rôle assez important au point de vue social et de la main-d'œuvre;

3° Nombre des petites exploitations et leur superficie; c'est-à-dire les propriétés ayant une réelle consistance au point de vue agricole et dont la superficie est inférieure à celle adoptée pour les propriétés ci-après;

4° Nombre d'exploitations de grandeur moyenne et leur superficie :

a) comportant en outre une maison de maître et des dépendances indépendantes de la ferme,

b) ne comportant que la ferme proprement dite;

5° Nombre de grandes exploitations et leur superficie :

a) comprenant en outre une maison de maître et ses dépendances,

b) un château avec ses dépendances, bois, avenues, étangs, etc...,

c) une exploitation industrielle annexe de l'exploitation agricole,

d) ne comportant qu'une exploitation culturelle ou herbagère proprement dite;

6° Nombre et superficie des bois et forêts (taillis, futaies, sapinières, etc.);

7° Propriétés d'agrément;

8° Tous les autres genres de propriétés : carrières, sablières, friches, parcours, etc...

Un tableau de ce genre fournirait une base solide et précise pour l'étude de toutes les questions immobilières et un schéma statistique des plus utiles pour toutes les enquêtes et les travaux administratifs; or, jusqu'à ce jour, aucun travail statistique digne de ce nom n'a été entrepris en France dans cet ordre d'idées et, au dernier Congrès de l'habitat rural, qui a été tenu au début de l'année 1944, lequel a groupé des études et rapports de premier ordre, nous avons regretté de voir que l'on avait encore relégué la question de la région naturelle au deuxième plan; or, si l'on veut connaître les besoins réels, ils ne pourront être pratiquement définis que par des statistiques régionales judicieusement établies.

Après ce premier classement, il restera à opérer un sous-classement en tenant compte du genre de culture et ensuite de la qualité (supérieure, ordinaire pour la région, inférieure).

Dans une région déterminée, on peut aisément définir la constitution d'une propriété type de grandeur moyenne et de qualité ordinaire et en y adaptant les bases locatives et vénales, on constituera ainsi un étalon de la région. Pour suivre les fluctuations des valeurs immobilières rurales, il suffirait donc tous les trois ou cinq ans de procéder à une mise au point et l'on obtiendrait ainsi des données qui, rapprochées soit dans le temps, soit comparative-ment aux autres régions, fourniraient de précieuses indications sur l'évolution agricole.

La dernière enquête agricole a été faite en 1929 et on y trouve des renseignements

intéressants, mais son utilisation est difficile en raison de l'inexistence d'un plan statistique bien défini et en outre d'une présentation d'ensemble défectueuse, car, comme toutes les statistiques administratives, on l'a ramenée uniquement au cadre départemental; or les départements comportent souvent des régions naturelles disparates.

La cellule réellement vivante des statistiques agricoles est le canton et dans la majeure partie des régions naturelles, on peut même définir un canton présentant toutes les caractéristiques d'homogénéité de la région; on peut donc, sur cette base, établir aussi facilement une statistique régionale qu'une statistique administrative; quelques cantons seraient scindés, mais les commissions cantonales sont très aptes à établir cette répartition statistique; il faut d'ailleurs prévoir que pour le Livre foncier la base du classement sera le canton.

Mais il est un fait très regrettable, c'est que le ministère de l'Agriculture veut continuer à ignorer l'Administration des Contributions directes qui, avec l'Administration de l'Enregistrement, possèdent, au point de vue immobilier, une documentation de premier ordre; malheureusement, jusqu'à ce jour, ces documents n'ont servi qu'au point de vue fiscal, tandis qu'ils présentent un grand intérêt au regard des études économiques, sociales et agricoles.

La base des enquêtes agricoles doit être le document cadastral et non point la simple déclaration des intéressés; or la nécessité d'une révision de la propriété non bâtie s'impose à bref délai et peut-être les administrations intéressées auraient-elles davantage réciproque à se concerter préalablement et unir leurs efforts pour profiter de ce travail en vue d'établir une statistique immobilière digne d'un grand pays comme la France.

Et, pour terminer, nous croyons devoir insister encore sur la possibilité d'établir dès maintenant des statistiques cantonales qui serviraient de base, tout aussi bien pour les documents administratifs dans le cadre départemental que pour les statistiques d'études agricoles et au point de vue valeurs vénales et locatives dans le cadre de la région naturelle.

Nous nous permettons de rappeler qu'à diverses reprises nous avons déjà traité ce sujet et qu'il a fait également l'objet de plusieurs communications à la Société de Statistique, notamment l'une, de M. Goblet du 19 février 1941 : « Géographie et Statistique »; l'autre, de M. Luc Vernon du 18 mars 1942 : « Unité territoriale en statistique; la réforme administrative basée sur la statistique. »

E. MICHEL.

### III — LACUNES ET INSUFFISANCES DES STATISTIQUES FRANÇAISES DANS LE CADRE DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

La présente note a pour but de préciser la nature des matériaux statistiques nécessaires à l'étude de la conjoncture de l'industrie du bâtiment et des travaux publics et de mettre en évidence les principales lacunes et insuffisances inhérentes aux éléments disponibles avant la guerre.

Les données indispensables à l'étude de la conjoncture de l'industrie du bâtiment et des travaux publics peuvent être classées en quatre catégories :

- 1° Celles qui se rapportent à la structure et au potentiel de la profession;
- 2° Celles qui concernent la situation de fait;
- 3° Les données relatives au marché de la construction et des travaux publics;
- 4° Les données relatives aux débouchés.

#### I — STRUCTURE ET POTENTIEL DE LA PROFESSION

La réunion des données correspondantes incombe actuellement à l'organisation professionnelle dotée de tous les pouvoirs nécessaires. Il n'y a donc pas lieu de s'étendre sur ce point.

#### II — SITUATION DE FAIT

Ces données doivent permettre de déterminer à tout moment l'importance de la fraction de la capacité de production employée et de celle qui est oisive. Elles se réfèrent à la mesure de l'activité de la profession, entrevue sous l'angle quantitatif. A cet égard, nous distinguons :

1° Les statistiques périodiques d'emploi et d'activité, qui peuvent être tirées de l'enquête obligatoire sur l'activité des entreprises faite actuellement par la Production industrielle par l'intermédiaire des comités d'organisation.

Souhaitons que cette enquête survive aux circonstances qui l'ont fait naître dans le cadre du bâtiment et des travaux publics, car d'ores et déjà des résultats très intéressants sont obtenus : recoupés en période normale avec les statistiques qui étaient établies, avant la guerre, sur le marché du travail (offres et demandes d'emploi), ces résultats permettraient d'avoir une vue précise de l'évolution de l'industrie (fluctuations de l'emploi, des salaires payés, du chiffre d'affaires);

2° En outre, des indices d'activité peuvent également être tirés de l'évolution de la consommation de matériaux. Trois catégories de statistiques doivent être établies dans ce but :

- a) Statistique annuelle ou mieux trimestrielle de la consommation de matériaux (sous la

forme qui sera précisée plus loin) dressée d'après la statistique de production, ce qui implique :

— l'établissement d'une statistique de production accusant des progrès sensibles sur l'ancienne statistique de l'industrie minérale, notamment par le recensement de la production des briqueteries, tuileries (actuellement fait par le Comité des Industries céramiques) et, si possible, s'étendant à la production du bois et des métaux ferreux;

— la connaissance des stocks;

— la présentation de la statistique du commerce extérieur (peu important avant la guerre en cette matière) sous une forme nouvelle.

Il est, en effet, désirable que la statistique de consommation dont il est question distingue au moins les catégories et natures de matériaux suivants :

A) Gros œuvre : Pierre de taille brute,  
Pierre de taille façonnée,  
Meulière et moellon,

B) Liants : Brique;  
Ciment,  
Chaux,  
Plâtre;

C) Couverture : Ardoise,  
Tuile;

D) Bois de construction;

E) Métaux ferreux.

b) *Statistique mensuelle du tonnage global des matériaux transportés par voie de fer et voie d'eau*, présentée comme la précédente. A quelques points de détail près (concernant les métaux ferreux et bois) les services de la S. N. C. F. peuvent fournir les éléments d'une telle statistique.

De son côté, le Service des Études générales du secrétariat d'État aux Communications a amélioré la statistique antérieure des transports de marchandises par voie d'eau; celle-ci resté néanmoins assez rudimentaire et il est désirable d'envisager encore certains perfectionnements qui permettent de comparer, dans les meilleures conditions, le trafic par voie d'eau et par voie ferrée.

c) *Statistique mensuelle de la consommation de matériaux dans les grands centres urbains*, présentée sous la forme précisée plus haut. La suppression progressive des octrois oblige dorénavant à recourir aux transports de matériaux, c'est-à-dire à la statistique des matériaux débarqués dans les gares et ports fluviaux de toute agglomération d'une certaine importance, qui est entièrement à mettre au point.

### III a — MARCHÉ DE LA CONSTRUCTION

En complétant les précédentes, les statistiques dont il sera question à ce paragraphe doivent permettre l'étude qualitative de l'activité et d'entrevoir ses tendances probables. Nous les répartirons en quatre rubriques :

a) *Perfectionnements de la statistique des permis de bâtir*:

La loi d'urbanisme de juin 1943 (*J. O.* du 24 juin 1943) offre enfin l'occasion d'établir la statistique mensuelle des constructions projetées dans des conditions nouvelles et plus satisfaisantes qu'auparavant.

Le règlement d'administration publique qui doit préciser la forme des demandes en autorisation de bâtir n'étant pas encore pris, devra prévoir tous renseignements indispensables aux besoins de la documentation statistique.

Pour notre part, nous pensons que les caractéristiques des constructions à retenir en vue de cette statistique sont les suivantes :

Nombre de bâtiments, volume de la construction et, pour les bâtiments d'habitation, nombre de logements et nombre de pièces habitables qu'ils comportent, la pièce étant définie par référence au règlement sanitaire en vigueur.

Ces caractéristiques constituent un minimum; on pourra y ajouter le montant du devis de la construction.

La statistique devra distinguer :

- les constructions à usage d'habitation dans les communes urbaines;
- les constructions à usage d'habitation dans les communes rurales;
- les constructions à usage industriel ou commercial;
- les constructions de bâtiments d'exploitation agricole;
- les constructions d'édifices publics.

Compte tenu de cette discrimination, il est désirable que chacune de ces statistiques soit établie dans le cadre départemental et dans le cadre de toute agglomération urbaine d'une certaine importance.

En outre, la statistique devra faire la discrimination entre :

- les constructions projetées par les particuliers;
- les constructions projetées par les collectivités publiques, les services concédés et les établissements publics;

— les constructions correspondant à la reconstruction d'immeubles détruits par faits de guerre.

b) *Établissement d'indices du coût de la construction :*

Nous entendons par là non pas l'établissement d'indices enregistrant les variations toutes théoriques des divers éléments du coût de la construction et utilisables en vue de la revision de contrats ou de la passation de marchés à échelle, mais l'établissement d'indices tenant compte des conditions effectives dans lesquelles les entreprises traitent les travaux. Observation faite que l'établissement de tels indices peut incomber à l'organisation professionnelle, il est désirable que ceux-ci soient établis pour tout centre urbain d'une certaine importance.

c) *Statistique annuelle des crédits accordés aux constructeurs, donnant :*

— le nombre de crédits ouverts, leur montant, leur taux et les modalités d'amortissement des prêts. Cette statistique était jusqu'à présent inexistante : seules les opérations du Crédit Foncier (qui ne prête que sur immeuble construit susceptible d'un revenu) faisaient l'objet d'une statistique annuelle détaillée.

Comme la statistique des permis de bâtir, il est nécessaire que la statistique des crédits soit établie dans le cadre du département et de toute agglomération importante. Bien entendu, elle devra faire la discrimination entre les crédits privés et les avances des collectivités publiques.

d) Enfin, nous énumérerons les données statistiques à établir dans le cadre de toute agglomération et relatives au *marché du logement et à la situation immobilière*, les revirements de ceux-ci déterminant, dans une large mesure, l'orientation du secteur privé de la construction d'habitations urbaines.

1. *Marché du logement (données annuelles) :*

Nombre de locaux vacants avec indication de la consistance des logements et des loyers ;  
Indice de la variation réelle des loyers.

2. *Situation immobilière (données annuelles) :*

Indice de la valeur vénale des immeubles (travaux de M. Duon) ;

Nombre de procédures de vente sur saisie immobilière ;

Inscriptions d'hypothèques ;

Marché immobilier : nombre de transactions immobilières ;

Nombre d'immeubles mis en adjudication et nombre d'immeubles adjugés, la discrimination étant faite entre les ventes sur saisie et les autres ;

Indice du cours des ventes publiques.

*N. B.* — Certaines statistiques relatives au marché immobilier sont publiées sous une forme plus ou moins rudimentaire dans des journaux ou revues. Comme elles gagneraient à être perfectionnées, nous croyons utile de mentionner ici la matière à laquelle elles se rapportent.

### III b — MARCHÉ DES TRAVAUX PUBLICS

En ce domaine, tout est à faire. Nous distinguerons :

a) *Statistique des travaux traités* (à établir dans le cadre départemental si possible chaque trimestre).

Cette statistique devrait mentionner (en laissant de côté les marchés d'entretien) :

— le nombre de marchés passés, l'évaluation du montant des travaux, les délais d'exécution prévus ; ces renseignements devant être obtenus périodiquement auprès des collectivités, administrations ou services concédés intéressés.

Elle pourrait distinguer :

- les travaux urbains (voirie, assainissement) ;
- les travaux routiers ;
- les travaux fluviaux ;
- les travaux de chemins de fer ;
- les travaux maritimes ;
- les travaux de génie civil (ouvrages d'art) ;
- les travaux militaires.

Elle devrait, en outre, pendant la période de reconstruction, comporter dans chaque poste une rubrique spéciale relative aux travaux de reconstruction.

b) *Établissement d'indices trimestriels ou mensuels du coût des travaux publics*, par analogie avec les indices du coût de la construction dont il a été précédemment question, pour certaines catégories de travaux courants et représentatifs, d'après les conditions des marchés passés.

### IV — DÉBOUCHÉS

Le but de ces statistiques est de permettre à tout moment de dresser l'inventaire des besoins et de déterminer, en fonction du potentiel disponible, la consistance des programmes de travaux.

Étant donné la complexité de la question en matière de travaux publics — l'équipement

étant fonction de la nature et de la localisation des courants d'échanges —, nous nous en tiendrons ici aux statistiques susceptibles d'intéresser le bâtiment qui doivent surtout aider à expliciter les besoins dans le domaine de l'habitation.

a) A cet égard, nous soulignerons qu'étant donné le rythme des destructions de logements par faits de guerre, il importe sans tarder de procéder à un recensement précis du nombre de logements détruits ou hors d'usage. Car les statistiques des destructions, dressées par le Commissariat à la Reconstruction, se bornent à enregistrer le nombre d'immeubles détruits ou endommagés, sans faire pour ces derniers de distinction entre ceux qui sont habitables et ceux qui ne le sont pas. Et l'on ne peut, par ailleurs, dénombrer avec certitude le nombre de familles sans abri ! On en est ainsi réduit aux hypothèses et aux extrapolations les plus hasardeuses. Il importe donc de remédier rapidement à cette lacune.

b) En second lieu, vient le recensement des mal logés (locaux insalubres ou surpeuplés). Le nombre des premiers peut être, semble-t-il, connu assez rapidement : les bureaux municipaux ou départementaux d'hygiène doivent pouvoir le fournir à condition que l'on parte d'une définition précise de l'insalubrité. Quant au second, il faudra vraisemblablement attendre qu'il soit procédé à un recensement général de la population pour que l'on ait en mains des éléments d'appréciation suffisants.

c) Toutefois, il est une autre source d'information qui peut être exploitée dès maintenant afin de fournir les principales données de base de l'inventaire immobilier préconisé ici : il s'agit des résultats de l'enquête technique annexée à la revision cadastrale de 1941. Le dépouillement de cette enquête est, à notre connaissance, envisagé pour les villes et agglomérations les plus importantes. Il sera indispensable de l'étendre à toutes les communes dès que possible. Nous annexons à la présente note un projet de présentation des résultats de cette grande enquête. La forme de présentation préconisée permettrait, pensons-nous, de tirer tout le parti possible de l'enquête et pourrait constituer la base de statistiques de l'habitation en France.

En outre, pour permettre la mise à jour ultérieure de l'inventaire immobilier de 1941, il est indispensable que toute construction nouvelle fasse l'objet d'une fiche sur laquelle seront consignés les mêmes renseignements que ceux qui avaient été demandés lors de la dernière revision cadastrale.

d) Enfin, la connaissance précise du niveau des loyers dans les villes devrait constituer l'un des éléments les plus essentiels d'une politique raisonnée de construction (et du logement). Mais, faute de statistiques en cette matière, elle ne peut être que fragmentaire et fragile. Les Contributions directes ont en mains toutes les données nécessaires en vue de l'établissement des statistiques désirables : il est donc souhaitable de pouvoir disposer, à bref délai, d'une statistique des loyers des locaux d'habitation (et éventuellement des autres) ; les locaux étant répartis (suivant le nombre de pièces qu'ils comportent) par tranches de loyers (moins de 500, 500 à 1.000, 1.000 à 1.500 francs, etc...) et la discrimination étant faite entre les locaux situés dans des bâtiments édifiés avant 1914 et les autres.

L. FLAUS.

PROJET DE DÉPOUILLEMENT DES RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES  
RECUEILLIS A L'OCCASION DE LA REVISION CADASTRALE DE 1941

I. — Pour chaque catégorie d'immeubles (1) :

1° Par âge (2) : Nombre d'immeubles, nombre de locaux d'habitation (et autres) correspondant, surface bâtie, montant des réparations en 1938, surface des espaces libres (jardins, parcs, etc...);

2° Par âge : Nombre d'immeubles suivant état d'entretien extérieur, avec nombre de locaux d'habitation (et autres) correspondant, surface bâtie, montant des réparations en 1938;

3° Par âge : Nombre d'immeubles suivant état d'entretien intérieur, et mêmes indications qu'au paragraphe 2°;

4° Par âge et suivant état d'entretien extérieur et intérieur et mêmes indications qu'au paragraphe 2°;

5° Par âge : Nombre d'immeubles suivant éléments de confort, avec indication du nombre de locaux d'habitation (et autres) correspondant;

6° Nombre d'immeubles classés suivant le nombre de logements (tranches de cinq logements, par exemple), nombre de locaux annexes, surface bâtie, surface des espaces libres;

---

(1) Il va sans dire que la présentation des renseignements par catégories d'immeubles ne présente un intérêt que pour les centres où le nombre de chaque catégorie est important : toutefois, il est nécessaire de faire en tous les cas, la discrimination entre les maisons individuelles et les immeubles collectifs, adoptée au paragraphe II.

(2) Classement des immeubles par âge : Étant donné qu'il n'a existé jusqu'à ce jour aucune statistique du nombre de locaux construits annuellement et que cette indication présente la plus haute importance pour l'évaluation du potentiel des professions du bâtiment, il paraît désirable de prévoir, pour les grandes villes notamment, un dépouillement suivant les tranches d'âges ci-après :

constructions antérieures à 1850 ;  
constructions édifiées entre 1851 et 1860 ;  
constructions édifiées entre 1861 et 1870 ;  
et annuellement à partir de 1871.

Pour les villes de moyenne importance, la statistique annuelle est désirable à partir de 1900, des tranches de dix années paraissant suffisantes pour la période antérieure.

7° Nombre d'immeubles classés suivant le montant des réparations effectuées en 1938 (tranches de 5.000 francs par exemple), avec nombre de locaux d'habitation (et autres) correspondant.

II. — *En bloquant les catégories d'immeubles suivantes :*

A + B + C + L + M (maisons individuelles en principe);

D + E + F + G + P + R + Z + Y + X (immeubles collectifs en principe).

(Il s'agit ici des diverses catégories d'immeubles de l'Administration des Contributions.)

1° Nombre d'immeubles suivant nombre d'étages, avec nombre de locaux d'habitation (et autres) correspondant, surface bâtie, surface des espaces libres.

2° Nombre d'immeubles suivant matériaux de gros œuvre, avec mêmes indications qu'au paragraphe 1°.

3° Nombre d'immeubles suivant matériaux de couverture, avec mêmes indications qu'au paragraphe 2°.

III. — *Nombre d'appartements :*

— par catégorie (1 pièce, 2 pièce, etc...), avec importance des locaux annexes;

— par catégorie et suivant catégories d'immeubles prévues au paragraphe I.

IV. — *Nombre de parcs et cours par surface (avec nombre de locaux d'habitation correspondant.)*

#### IV — LACUNES ET INSUFFISANCES DE COORDINATION DES STATISTIQUES EUROPÉENNES

Le Centre Européen de Documentation et de Compensation (C. E. D. E. C.), partant du principe qui domine toutes les sciences — y compris la « statistique », encore dans l'enfance — à savoir que « tout est relatif » et que la notion même des « chiffres », des valeurs et des poids, n'est accessible à l'esprit que par « comparaison » avec d'autres chiffres de provenance comparable, s'est efforcé, depuis 1934, en liaison avec divers organismes comme la « Chambre de Commerce Internationale », les plus importants services officiels européens de statistique et les services de la S. d. N., ainsi qu'avec la « Statistique Générale de la France » et l'« Institut Statistique de l'Université de Paris », d'établir une série de « Statistiques comparatives européennes ».

Le C. E. D. E. C. est parti d'un autre principe, à savoir que les « Statistiques » doivent être rendues accessibles au grand public par une présentation imagée : seule manière d'intéresser l'opinion publique — sans laquelle aucun progrès ne peut être réalisé, aucune réforme profonde de structure économique réalisée — à cette partie de la science économique jusqu'ici dédaignée ou considérée comme fantaisiste et, de toute manière, rebutante, par le « français moyen ».

Concernant le premier principe « comparatif », le C. E. D. E. C. a publié, en novembre 1932, un spécimen de ce que devraient être, selon lui, des monographies statistiques comparées concernant les divers pays d'Europe. Une brochure de 40 pages fut éditée sous le titre : *Les échanges franco-allemands. Leurs principaux aspects d'après la Statistique*. Les auteurs étaient : le signataire de la présente note, en collaboration avec un statisticien de la « Statistique Générale de la France » : M. Pierre Jéramec. Pour la première fois, en plus de tableaux comme on en a souvent publié, les auteurs avaient imaginé de dresser un « Inventaire Comparatif » du « Potentiel » agricole et industriel des pays étudiés, en signalant par les abréviations A. F. et A-F — quand il y avait balance des échanges favorables ou défavorables ou à peu près équilibrés entre les pays comparés.

Le C. E. D. E. C. eut la satisfaction de constater que ses relations avec les Services de la S. d. N. avaient abouti à une prise en considération très sérieuse d'une proposition faite à Genève en mai 1931. Cette proposition, accompagnée de modèles de tableaux et de graphiques, avait été suggérée aux fondateurs du C. E. D. E. C. par les difficultés rencontrées à Genève, au lendemain de la Conférence pour l'Action économique concertée et de l'Acte final du 24 mars 1930, pour appliquer les décisions de la Conférence, du fait de l'imprécision et surtout de la diversité des modes d'établissement des statistiques dans les pays signataires. On sait que la S. d. N. n'a même pas réussi à établir une « Nomenclature douanière unifiée ». Or les modes d'établissement des statistiques dans les divers pays européens sont si disparates que « comparer » les statistiques devient un problème insoluble ou presque. Un modèle des tableaux comparatifs proposé a été publié dans le numéro de mai 1931 de *L'Europe de Demain* et adressé, le 12 janvier 1931, à la S. d. N. et à la « Commission d'Étude pour l'Union Européenne », à l'occasion de sa première réunion du 16 janvier 1931.

Pour la première fois — à la suite de notre suggestion — le « Comité économique de la S. d. N. », à l'occasion de la Conférence de Stresa, publia, ainsi que nous n'avions cessé de le réclamer, une série de « graphiques comparatifs », qui permirent aux membres de la Conférence d'avoir rapidement une notion exacte des « échanges » inter-européens des cinq pays danubiens : Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie, sous le titre : « Chiffres essentiels du commerce extérieur des pays danubiens ».

Les fondateurs du C. E. D. E. C. ont, eux-mêmes, publié deux premiers fascicules d'un « Atlas économique de l'Europe », avec cartes, notices et graphiques statistiques conçus sur le même modèle pour tous les pays envisagés. Seul, le manque de fonds disponible, l'absence d'un mécène ou d'une subvention gouvernementale a empêché le C. E. D. E. C. de poursuivre ce genre de travaux, qui exigeraient pour être mené à bien des ressources particulièrement élevées.

Par contre, le C. E. D. E. C. a continué sa propagande pour l'adoption par tous les organismes de documentation et de statistique européens et mondiaux d'une *même méthode* de travail. Il a salué avec le plus grand intérêt la naissance de l'U. F. O. D. et suivi ses travaux dans ce même sens.

Le C. E. D. E. C. s'est enfin attelé à une tâche qui s'est avérée — comme les précédentes, faute de capitaux — disproportionnée à ses moyens d'action, mais qu'il considère comme devant être reprise et poursuivie par les Services officiels : l'établissement d'*indices comparatifs de compensation*.

Les quelques lignes d'exposé précédent étaient indispensables pour justifier les conclusions ci-après où nous avons résumé ce qui, d'après une longue expérience, nous est apparu comme susceptible d'apporter à la « Statistique Générale de la France » un plan de travail immédiatement réalisable, destiné à combler une « lacune » des services de statistique non seulement français, mais de l'ensemble des services étrangers de statistique.

#### *Les Indices Comparatifs de Compensation.*

Le C. E. D. E. C. suggère que soit créé, sous le contrôle de la « Statistique de la France », un service spécial chargé d'établir des « indices comparatifs de compensation » des six catégories ci-après :

- 1° Un indice comparatif des charges fiscales;
- 2° Un indice comparatif des salaires;
- 3° Un indice comparatif des frais de transport;
- 4° Un indice comparatif des avantages particuliers d'approvisionnement en matières premières d'origine métropolitaine et coloniale;
- 5° Un indice comparatif de la clientèle nationale et d'outre-mer (chiffres variables de la population, autrement dit « potentiel de consommation »);
- 6° Un indice comparatif de l'état actuel de perfectionnement (rationalisation, cartellisation, etc...) des différentes catégories d'entreprises industrielles, agricoles et artisanales, ainsi que de l'organisation commerciale, bancaire et de crédit (autrement dit « potentiel de production ») dans chaque pays.

La comparaison de ces « indices » pour l'établissement desquels une même « méthode » devrait être adoptée, dans chaque pays, permettrait de substituer aux « droits de douane » actuellement établis d'après des statistiques plus ou moins exactes et à la suite d'interventions parlementaires dont les origines « politiques » faussent toute l'« économie », des « droits temporairement compensateurs », mais, indiscutablement et scientifiquement « compensateurs », c'est-à-dire ne justifiant aucune « représaille », cause des guerres douanières et monétaires qui n'ont cessé de préluder, depuis et avant 1870, aux guerres militaires continentales et mondiales.

La pratique de la « compensation », non pas « monétaire », mais « économique » (compensation marchandises : troc bi et plurilatéral) et non pas « clearing », qui n'est qu'un procédé comptable de compensation à retardement, devrait permettre, au cours des années (cinq ans seraient suffisants) l'établissement d'« ententes professionnelles à forme coopérative » pour l'abaissement graduel et la suppression finale des barrières douanières.

A titre de référence pour la prise en considération de cette suggestion, le C. E. D. E. C. demande, par l'entremise de la « Société de Statistique de Paris », que le « Comité Supérieur de la Documentation et de la Statistique » veuille bien consulter les documents suivants, dont certains épuisés ne peuvent être communiqués qu'au siège même du C. E. D. E. C., 127, faubourg Saint-Honoré :

Par ordre chronologique de publication :

1931 : *L'Europe de Demain*, numéro de mai 1931. Tableaux statistiques comparés du commerce européen. (Épuisé.)

1932 : *Atlas économique et statistique de l'Europe*. Fascicules consacrés à la France et à la Tchécoslovaquie. (Épuisés.)

Septembre 1933 : *L'Europe de Demain*. Documents et statistiques comparatives pour l'étude des relations commerciales franco-suisse. (Épuisé.)

1933 : Graphiques publiés par le C. E. D. E. C., pour son « Exposition permanente des Contingents et des Entraves au commerce ». (Épuisé.)

Novembre 1932 : *Les échanges franco-allemands*. (Épuisé.)

1943 : *L'économie européenne et mondiale compensée et régionalisée*.

1944 : *Dossier n° 1* traitant des « Rapports du capital et du travail » envisagés au point de vue économique en général et du point de vue particulier de la monnaie et du crédit.

1944 : *Dossier n° 2* traitant des « Rapports du capital et du travail » envisagés du point de vue social.

Lucien COQUET.

---

Le Gérant : R. WALTHER.

---